

Numéro 18 - 17 février 2016

Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre

La «réorientation de la mission contre EILL» va accroître la présence militaire agressive du Canada



Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre

- La «réorientation de la mission contre EILL» va accroître la présence militaire agressive du Canada
- Canada hors de l'OTAN! L'OTAN doit être démantelée! - *Enver Villamizar*
- La militarisation ne va pas résoudre la crise des réfugiés - *Margaret Villamizar*

Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre

La «réorientation de la mission contre EILL» va accroître la présence militaire agressive du Canada

Le 8 février, le premier ministre du Canada Justin Trudeau a annoncé un accroissement du dispositif militaire du Canada qui, selon le gouvernement, va améliorer les perspectives de paix et de sécurité au Moyen-Orient. Trudeau était flanqué du ministre de la Défense Harjit Sajjan, du ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion, de la ministre du Développement international Marie-Claude Bibeau, d'Alexandra Bugailiskis, sous-ministre adjointe pour l'Europe, le Moyen-Orient et le Maghreb, et du chef de l'état-major de la Défense Jonathan Vance.

Voici le compte-rendu « en bref » de cette annonce tel que rédigé par le ministère de la Défense nationale

« Le 8 février 2016, le gouvernement du Canada a annoncé une nouvelle approche pour gérer les

crises en cours en Irak et en Syrie et leurs répercussions dans la région. Selon sa stratégie redéfinie, le Canada accroîtra son engagement militaire dans le cadre de l'opération IMPACT, augmentera son apport de personnel militaire dans divers quartiers généraux de la coalition et triplera la taille de son actuelle mission d'entraînement, de conseil et d'assistance visant à aider les forces de sécurité irakiennes à planifier et à mener des opérations militaires contre l'EIIL. Bien que le Canada cesse ses opérations de frappes aériennes au plus tard le 22 février 2016, les activités de surveillance et de ravitaillement aériens se poursuivront. »

L'annonce est formulée dans un langage de paix et de sécurité pour masquer les objectifs de guerre des États-Unis et de l'alliance agressive de l'OTAN dans le cadre de leur course à l'hégémonie dans la région. Le fait que le Canada s'est lui-même attelé, et depuis longtemps, au char de guerre américain est recouvert d'un langage d'idéaux élevés et on évite toute franche discussion sur la façon dont les États-Unis essaient de prendre le dessus encore une fois au Moyen-Orient et qui cela sert. Loin de contribuer à réaliser les aspirations du peuple canadien et des peuples du monde à la paix, les annonces du gouvernement Trudeau indiquent un accroissement dangereux d'une présence militaire agressive, non seulement en Irak mais maintenant aussi en Jordanie et au Liban.



Ces développements ont de quoi rendre les Canadiens très inquiets, en premier lieu ceux dont les familles et les proches vivent encore dans les pays visés et les gens de la région qui ont subi et continuent de subir des pertes humaines et matérielles énormes. La résolution pacifique des conflits exige l'affirmation des arrangements d'après-guerre, où toutes les nations ont le droit à l'autodétermination, mais Trudeau et ses ministres ne mentionnent jamais de telles choses. Trudeau a simplement déclaré durant les élections fédérales du 19 octobre 2015 que « les Canadiens ont donné au gouvernement le mandat de mettre en oeuvre une politique qui est plus efficace et mieux en mesure de capitaliser sur les domaines typiquement canadiens d'expertise, y compris : la formation par nos militaires des forces de sécurité, la fourniture de l'aide humanitaire et des services sociaux, la promotion de la diplomatie et de la bonne gouvernance, et la reconstruction des infrastructures. »

L'annonce fait référence à deux missions, une mission pour « conseiller, aider et équiper », qui comprend des troupes canadiennes au sol et des avions militaires en Irak, et une « mission de renforcement des capacités au Liban et en Jordanie ». Les Canadiens qui ont vécu l'extension de la guerre du Vietnam comprennent le langage de l'agression et ce que cela signifie d'envoyer des conseillers, des équipements et des forces pour former d'autres troupes. Dans ce cas-ci, la mission canadienne « pour conseiller, aider et équiper » vise officiellement les forces kurdes mais peut s'appliquer à d'autres. Le chef d'état-major Vance a dit que le gouvernement « n'a pas encore déterminé ce qu'il adviendra de notre travail pour déterminer la portée de notre mission de renforcement des capacités », lequel sera un effort conjoint entre l'armée et Affaires mondiales Canada. Vance a dit que les Canadiens peuvent s'attendre à ce que des soldats soient déployés au Liban et en Jordanie mais n'a pas pu fournir de chiffres si ce n'est de dire que le nombre de membres du personnel atteindra « facilement 100 ».

Lorsqu'interrogé sur la nature des missions par rapport à la promesse des libéraux de « mettre fin aux missions de combat du Canada en Irak », Vance a dit que Trudeau « l'a décrit clairement comme une mission sans combat. Je sais que beaucoup de gens ont un penchant à vouloir analyser ces mots. Nous ne sommes pas la force combattante principale sur le terrain, alors c'est une mission sans combat ».

Le Bureau du premier ministre (BPM) a annoncé plus tard que « les six appareils CF-188 Hornets, de même que leurs équipages et leur personnel de soutien, seront redéployés de manière progressive ». Rien n'a été dit de l'endroit où ils seront redéployés. La mission militaire du Canada sera prolongée de deux ans jusqu'en mars 2017, et la composante « humanitaire et de développement » va être d'une durée de trois ans. Dans l'annonce initiale il est dit que le Canada va déployer environ 400 soldats supplémentaires au sol, y compris des membres des forces spéciales en Irak (sans compter les exploitants d'aéronefs supplémentaires), au moins 100 soldats au Liban et en Jordanie, et va doubler ses « effectifs de collecte de renseignements » dans la région.

Le BPM mentionne que le Canada va allouer plus de 1,6 milliard \$ au cours des trois prochaines années « à la nouvelle approche en matière de sécurité, de stabilisation, d'aide humanitaire et d'aide au développement mise en place pour réagir aux crises qui se déroulent en Irak et en Syrie et à leurs répercussions sur la Jordanie et le Liban ». Trudeau a dit que le Canada réoriente sa mission afin de « mettre des efforts supplémentaires dans le ciblage afin que nous puissions soutenir directement la Coalition dans la recherche de cibles pour les avions de combat » et « intensifier l'effort des opérations terrestres contre EIIL ».

Avant une réunion des ministres des États membres de l'OTAN les 10 et 11 février, le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion a souligné l'intérêt du Canada dans le déploiement au Liban et en Jordanie. Dion a affirmé que les deux pays sont « sur le point de basculer » et que « nous devons les aider parce que si le Liban et la Jordanie sont des pays non stables, ce sera très mauvais pour la région, pour tous nos alliés, y compris Israël. » Dion a dit qu'en conséquence le Canada augmentera sa « présence militaire et diplomatique » dans les deux pays.



Canada hors de l'OTAN! L'OTAN doit être démantelée!

- Enver Villamizar -

Les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN se sont réunis à Bruxelles, en Belgique, les 10 et 11 février. C'était la première fois que le nouveau ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, participait à une réunion ministérielle de l'OTAN. La réunion a fait la preuve que l'OTAN parachève une réorientation des troupes sous son commandement vers l'est sous l'égide du « Pivot vers l'Asie » des États-Unis dirigé contre la Chine et faisant partie de son encerclement de la Russie. L'OTAN a aussi annoncé des manoeuvres provocatrices à l'intention de la Russie et de la Syrie alors que le conflit entre les grandes puissances s'exacerbe sur comment la guerre en Syrie sera résolue.

Le nouveau gouvernement de guerre libéral entraîne directement le Canada dans ces préparatifs de guerre par sa participation à l'OTAN et en mettant les forces militaires canadiennes au service d'actions militaires agressives qui ne contribuent pas à la paix. Ces développements montrent à nouveau l'importance de sortir le Canada de l'OTAN et de démanteler cette alliance militaire

d'agression.

Ordre du jour de la réunion

Une des priorités à la réunion a été de trouver un terrain d'entente sur l'augmentation d'une présence militaire de l'OTAN le long des frontières de la Russie et la réorientation vers l'est des forces militaires sous son contrôle. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a dit que les ministres de la Défense « s'étaient mis d'accord sur une présence avancée renforcée dans la partie orientale du territoire de l'Alliance ». Selon l'OTAN, cette mesure augmentera sa capacité de « défense et de dissuasion » en plaçant les forces militaires sous son commandement, y compris les forces canadiennes, plus près de la Russie ainsi que de la Turquie et de la Syrie.



Cette « présence avancée renforcée » sera « multinationale et indiquera clairement qu'une attaque contre un allié est une attaque contre tous les alliés, à laquelle l'Alliance en tant qu'organisation répondra », a dit Stoltenberg. C'est inquiétant parce que ces décisions sont liées à la Turquie et à ses demandes d'appui à ses opérations à la frontière syrienne et en Syrie, des opérations qui comprennent la destruction injustifiée d'un avion de chasse russe le 24 novembre 2015. La Turquie, qui est membre de l'OTAN, serait aussi une importante source de financement pour l'EIIL par le biais de son commerce illégal de pétrole.

Les ministres de la Défense ont aussi discuté du « Plan d'action 'réactivité' » de l'OTAN, qui fait partie de la réorientation vers l'est, en particulier vers la Turquie et la Syrie. Stoltenberg a dit :

« Nous avons augmenté la présence de l'OTAN dans la partie orientale du territoire de l'Alliance, et renforcé nos missions de police aérienne, de patrouilles maritimes et tenu des exercices robustes. Nous nous sommes mis d'accord pour des mesures d'assurance pour la Turquie - avec des batteries de défense antimissile Patriot, des avions de surveillance AWACS, [1] et une présence maritime renforcée en Méditerranée orientale et dans la Mer noire. Nous avons triplé la Force de réaction de l'OTAN qui comprend maintenant 40 000 soldats, avec sa Force Fer de lance. Nous avons aussi activé six petits quartiers généraux sur le territoire de nos alliés occidentaux, et nous allons en activer deux autres. »

Ces « six petits quartiers généraux » sont tous dans des pays frontaliers de l'Ukraine, la Russie et la Biélorussie. Ces pays sont la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Roumanie. La Force de réaction de l'OTAN est « une force multinationale à haut niveau de préparation et à la pointe de la technologie, regroupant des éléments des forces terrestres, aériennes, maritimes et d'opérations spéciales (SOF) que l'Alliance peut déployer rapidement partout où cela est nécessaire ». Cette présence maritime de haut niveau de préparation dans la Méditerranée orientale comprend les mouvements de trois frégates, dont un navire canadien, de la mer Noire à la mer Égée, au nom de la lutte contre le trafic humain de migrants qui quittent la Turquie pour aller vers la Grèce et l'Europe par voie maritime.

Au cours de la réunion, Stoltenberg a aussi réaffirmé l'engagement de l'OTAN envers la Géorgie et la poursuite des efforts pour la faire progresser sur la voie de l'adhésion à l'Alliance. « Notre

engagement envers la Géorgie est solide. Nous contribuons à renforcer les défenses de la Géorgie. Nous encourageons ses réformes et nous appuyons ses aspirations euro-atlantiques », a-t-il dit.



Manifestation à Podgorica, la capitale du Monténégro, le 15 décembre 2015 contre la demande du pays de devenir membre de l'OTAN (RT)

Dans une déclaration conjointe du 10 février des ministres de la Défense de l'OTAN, on annonce une « capacité opérationnelle initiale pour l'initiative conjointe de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSRC) ». On dit que cette initiative vise à « rendre la Force de réaction de l'OTAN plus alerte en augmentant son efficacité à recueillir, traiter et échanger le renseignement ».

« C'est là une capacité clé de la Force de réaction de l'OTAN. Elle permet à nos commandants et dirigeants politiques de prendre des décisions rapides et informées », a dit Stoltenberg. Les ministres de la Défense ont dit de cette annonce de capacité opérationnelle initiale pour le RSRC qu'elle était un « jalon » qui permet de jeter les bases de « l'intégration de la Surveillance terrestre de l'alliance à l'OTAN. »

Les ministres de la Défense se sont aussi mis d'accord pour appuyer la demande de l'Allemagne de présider l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE) dans le cadre de ses efforts pour réformer le Protocole de Vienne qui permet aux membres et non membres de l'OTAN comme la Russie d'observer leurs exercices militaires respectifs prétendument pour dissiper les tensions. L'OTAN s'est dite préoccupée récemment lorsque la Russie a invoqué le Protocole pour observer l'exercice de guerre massif de l'OTAN au Portugal, l'opération Trident Juncture. Cet exercice récent a mobilisé 36 000 soldats et devait former et certifier le « quartier général de la Force de réaction de l'OTAN » pour 2016 et mettre à l'épreuve « le fonctionnement de la nouvelle Force de Fer de lance de haut niveau de préparation ».

D'après un communiqué de presse de l'OTAN, l'alliance militaire se dédie à « la transparence et à la diminution des risques » et « c'est pourquoi nous nous sommes mis d'accord pour faire tout ce que nous pouvons pour appuyer l'Allemagne comme présidente en exercice de l'OSCE cette année et ses efforts pour une pleine modernisation du Document de Vienne qui régit la transparence militaire. »

Autres développements

Suite à cette réunion les États-Unis ont annoncé que l'OTAN pouvait formellement participer à sa coalition dans son combat contre l'EIL en Syrie et en Irak. En ce moment, tous les 28 pays

membres de l'OTAN font partie de la coalition de 63 pays dirigés par les États-Unis qui mènent des frappes aériennes en Syrie et en Irak depuis 2014. Si l'OTAN y participe formellement, cela pourrait être un mécanisme qui permettrait de placer les forces militaires de ces pays sous commandement de l'OTAN aux fins de la mission.

« Grâce au leadership de Jens Stoltenberg de l'OTAN, nous explorons la possibilité que l'OTAN participe à la coalition en tant que membre », a dit le secrétaire de la Défense des États-Unis, Ashton Carter, suite aux réunions de l'OTAN.

Le fait que la coalition menée par les États-Unis vise toujours un changement de régime en Syrie a été mis en relief par l'annonce du Royaume de l'Arabie saoudite le 11 février de sa décision « finale » et « irréversible » d'expédier des soldats en Syrie. Cette annonce a été faite alors que le soi-disant Groupe de soutien international à la Syrie prône un cessez-le-feu entre les parties syriennes afin de faciliter la livraison d'aide humanitaire et le progrès des pourparlers menés par les Nations unies.

Le vice-prince héritier et ministre de la Défense de l'Arabie saoudite, Mohammed bin Salman, a visité les quartiers généraux de l'OTAN à Bruxelles pendant la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN et a participé à des réunions bilatérales avec le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, et le secrétaire à la Défense des États-Unis, Ashton Carter.

À Bruxelles, le 12 septembre, Carter a dit aux médias que l'arrivée des troupes saoudiennes était en partie un effort pour « offrir l'opportunité et le pouvoir aux Arabes sunnites de la Syrie en particulier, qui veulent reprendre leur territoire à l'EIIL ». Le même jour, à la conférence de Sécurité de Munich, le ministre des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, Adel al-Jubeir, a déclaré que le départ du président élu de la Syrie, Bachar el-Assad, était la condition préalable à la défaite de l'EIIL. La destitution d'Assad est « notre objectif et nous allons l'atteindre », a dit al-Jubeir.

La participation du Canada

Selon la Presse canadienne, Carter a « remercié » son homologue Sajjan de l'expansion de la mission canadienne. Il « a dit à Sajjan que la réponse canadienne correspond au souhait des États-Unis de voir les autres membres de la coalition intensifier la lutte au sol contre l'EIIL, ont dit de hauts fonctionnaires du gouvernement canadien ».

« D'avoir fait cette annonce, de pouvoir en parler face à face et de voir la réponse positive des États-Unis à notre contribution est certainement quelque chose de très significatif pour ce gouvernement », a dit un haut fonctionnaire canadien.

En marge de la rencontre des ministres de la Défense de l'OTAN, le ministre Sajjan a également participé à une rencontre des cinq principaux pays qui sont présentement en train de former les forces « de défense et de sécurité » liées aux néonazis (ces pays sont les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, la Pologne et la Lituanie). Un communiqué de presse émis par le ministère de la Défense nationale après la rencontre dit que Sajjan « a souligné la grande contribution du Canada à la modernisation des forces armées ukrainiennes, notamment l'important travail effectué par le personnel des FAC dans le cadre de l'Opération UNIFIER ».

On voit à la lumière de la participation du Canada à la rencontre que le gouvernement Trudeau est entièrement intégré à la politique des États-Unis de recourir à la puissance militaire pour traiter les différends entre les pays et au sein des pays. C'est là un développement troublant compte tenu du fait que de nombreux Canadiens, surtout les jeunes, ont participé aux dernières élections fédérales

précisément pour débarquer un gouvernement qui était considéré comme pro-guerre et lié aux objectifs de l'impérialisme américain.

Note

1. A la fin-janvier, Stoltenberg a annoncé que les États-Unis ont demandé à l'OTAN de fournir des avions de surveillance pour faciliter les frappes aériennes en Syrie et en Irak. Les avions canadiens AWACS peuvent être utilisés pour ces missions parce qu'ils ne sont pas redéployés comme le sont les CF-18. Stoltenberg a dit que la requête était en train d'être examinée et ferait partie de l'ordre du jour de la réunion des 10 et 11 février. L'OTAN a donné son accord « de principe » à la requête des États-Unis lors de la réunion.



La militarisation ne va pas résoudre la crise des réfugiés

- Margaret Villamizar -



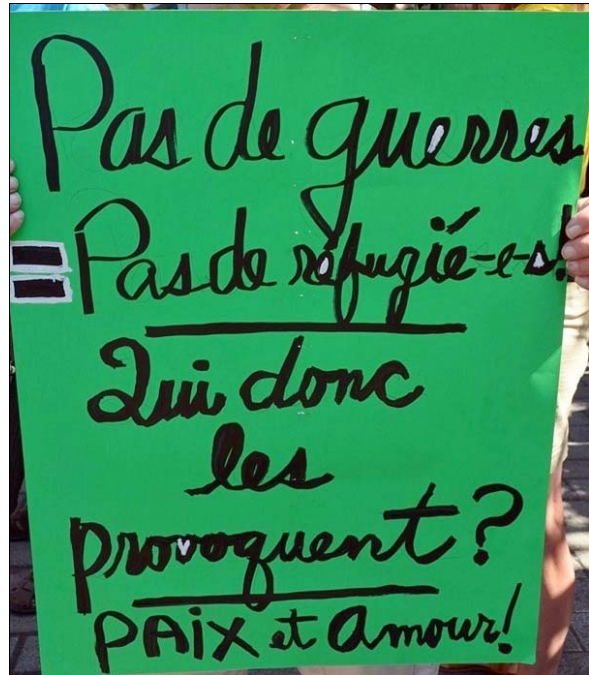
La frégate canadienne *HMCS Fredericton* s'est jointe à la flottille de l'OTAN déployée dans la mer Égée entre la Grèce et la Turquie pour mener des « opérations de reconnaissance et de surveillance » qui selon l'OTAN ont pour objectif de lutter contre le trafic d'êtres humains. La flottille est menée par le vaisseau amiral de l'Allemagne, le *Bonn*, et est appuyée par la frégate de la Turquie, *Barbaros*. Ce déploiement a été décidé lors de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN les 10 et 11 février à laquelle a participé le ministre de la Défense du Canada Harjit Sajjan.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 70 365 migrants sont arrivés par mer en Grèce après avoir quitté la Turquie le 7 février, soit 2000 personnes en moyenne par jour. L'OIM rapporte aussi que pendant la même période, 409 personnes ont perdu la vie en tentant d'accomplir ce trajet. La Turquie est l'hôte de plus de 2,5 millions de réfugiés syriens. La

principale destination en Europe des réfugiés quittant la Turquie est l'Allemagne. Bien que la flottille soit sous commandement allemand, c'est le général de l'Armée de l'air des États-Unis, Philip Breedlove, le commandant suprême des Alliés en Europe, qui est responsable de définir la mission et de traiter des questions qui lui sont reliées.

On parle énormément de ces morts tragiques et du mouvement des gens fuyant une zone de guerre et on qualifie cela de crise des réfugiés alors qu'il s'agit plutôt d'une crise causée la quête des États-Unis pour dominer la région et y provoquer des changements de régime.

Pour ajouter à l'insulte, les puissances de l'OTAN, qui sont responsables de la crise, militarisent davantage les zones maritimes par lesquelles les réfugiés tentent de trouver refuge sans expliquer comment cela va permettre de protéger les droits des réfugiés, sans parler de résoudre la crise elle-même. La décision a été annoncée le 11 février par le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, qui s'est dit inquiet du mouvement des réfugiés de la Turquie vers la Grèce pour y trouver refuge. La mission serait une réponse à la demande de membres de l'OTAN, soit l'Allemagne, la Grèce et la Turquie. L'OTAN dit chercher à contrôler les mouvements de réfugiés et à les surveiller afin de recueillir des renseignements pour aider la Grèce et la Turquie à mettre fin au trafic des êtres humains.



« L'objectif est de participer aux efforts de la communauté internationale pour endiguer le trafic illicite et les migrations clandestines en mer Égée », a dit Stoltenberg. « Il ne s'agit pas d'arrêter ou de repousser les embarcations des réfugiés » mais de communiquer « des informations d'importance critique et assurer une mission de surveillance pour contrer la traite des êtres humains et les agissements des réseaux criminels », a-t-il dit. Selon Stoltenberg, la crise des réfugiés représente une menace sécuritaire majeure pour les 28 membres de l'alliance de l'OTAN.

On dit que les trois navires déployés sont appuyés par des avions. Il n'est pas clair si cela fait partie de la décision de l'OTAN d'expédier des systèmes aéroportés d'alerte et de contrôle (AWACS) pour patrouiller la frontière entre la Syrie et la Turquie, ce qui avait été proposé par les États-Unis à la réunion de l'OTAN.

Même si les navires sont déjà déployés, il reste plusieurs questions sur le fonctionnement de la mission, le partage des responsabilités et qui prendra la mission en charge. C'est une situation préoccupante parce que ces réfugiés extrêmement vulnérables qui tentent de fuir la Turquie seront maintenant suivis par des frégates de l'OTAN. Le général Breedlove a dit : « Cette mission a vu le jour en l'espace de 20 heures. On me demande maintenant de retourner et de définir la mission, d'en définir les règles d'engagement, les instructions spéciales d'opération, toutes ces choses qui vont nous permettre de préciser ce que nous allons faire. » Il a refusé de dire si les équipages de l'OTAN vont se joindre aux garde-côtes locaux dans leurs efforts pour secourir les migrants dont les bateaux ont sombré ou sont dans un état dangereux. « Nous avons eu des décisions rapides à prendre, et nous devons maintenant nous consacrer à notre travail militaire », a dit Breedlove.

La Grèce et la Turquie se seraient mises d'accord pour renvoyer tout migrant intercepté vers la Turquie. La Grèce est cependant en train de décider toute seule si la Turquie peut être déclarée « un tiers pays sûr ». Cette question est préoccupante parce que la Grèce pourrait alors renvoyer à la Turquie tous les demandeurs d'asile qu'elle intercepte. Allant encore plus loin en ce sens, la ministre de la Défense allemande, Ursula Von der Leyen, a déclaré qu'il y avait « une entente claire avec la Turquie à l'effet que tout réfugié intercepté y sera renvoyé. » Ce sont là des considérations intéressées qui n'expriment pas le moindre souci humanitaire envers ces personnes victimes de la destruction impérialiste de leur mère patrie et que l'OTAN déclare maintenant des réseaux criminels de traite des êtres humains.

Cette mission est mise en oeuvre alors qu'une dispute a éclaté entre la Turquie et l'Union européenne sur la crise des migrants. On laisse entendre que l'Union européenne dans son ensemble aurait aussi l'intention de déclarer la Turquie « tiers pays sûr », ce qui permettrait à ses pays membres de renvoyer « légalement » des dizaines de milliers de réfugiés vers la Turquie sans procédure régulière ni accès à des procédures de demande d'asile, ce qui violerait de façon flagrante les lois européennes et internationales. En vertu du droit international, toute personne vulnérable qui fuit un conflit ou la persécution ne peut se voir refuser accès à la protection et a le droit d'exiger que sa demande d'asile soit étudiée. Le dirigeant social-démocrate hollandais, Diederik Samsom serait le principal instigateur de cette mesure visant à repousser les migrants vers la Turquie. Les Pays-Bas assument présentement la présidence de l'Union européenne.

Note

1. Le *HMCS Fredericton* est une frégate de classe Halifax ayant un équipage de près de 250 personnes de tous grades. Il comprend un hélicoptère CH-124 Sea King et un détachement aérien. Le *HMCS Fredericton* a été déployé avec le Standing Maritime Groupe 2 de l'OTAN en tant que contribution du Canada à l' « Opération REASSURANCE » de l'OTAN, qui vise à menacer la Russie de plusieurs façons. Le navire était déjà en Méditerranée est où se trouve le Standing Group de l'OTAN. Selon le ministère de la Défense nationale, la mission REASSURANCE démontre « le soutien du Canada aux mesures d'apaisement de l'OTAN en Europe centrale et de l'Est ». Cependant le *Fredericton* n'était pas en Europe centrale ou de l'est dans le cadre de ces opérations mais était déjà en train de sillonner les eaux côtières de la Syrie et de la Turquie.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca